La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE PARTAGE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1123 - août-septembre 2011

SOMMAIRE :

• ACTUALITÉ

page 2 Au fil des jours

JEAN-PIERRE MON *ne craint pas, contrairement au FMI, que la conduite de Christine Lagarde pourrait être "inconvenante", il s'inquiète plutôt de sa légèreté face à ses engagements envers ses électeurs, puis il rapporte l'histoire d'un amendement qui a bien failli… être adopté par les parlementaires !*

page 3 Europe, ta démocratie fout le camp !

MARIE-LOUISE DUBOIN *se demande qui va aller le plus vite, les institutions financières, pour obtenir la capitulation sans condition des élus, ou bien les populations, pour exiger une véritable démocratie ?*

page 5 L'Europe sous dictature

JEAN-PIERRE MON *dénonce, dans le récent discours, à Aix-la -Chapelle, du président de la Banque Centrale européenne, ce qu'il prépare encore contre la démocratie.*

• RÉFLEXION

page 9 La nuit où tout a basculé

BERNARD BLAVETTE *se lance dans une fiction terrifiante… ce n'est qu'un cauchemar.*

page 12 Souverainetés monétaires

I. ***La monnaie de l'intérieur***

JEAN JÉGU *expose l'essentiel des mécanismes du crédit bancaire actuel, et montre qu'ils ne résultent pas de la fatalité.*

Prix en France 2,20 euros ISSN : 0398-2076 commission paritaire N°0413 I 83051

Les règles de bonne conduite du FMI

Mme Lagarde a été nommée directrice du Fonds monétaire international (FMI) le 28 juin. Elle percevra une rémunération annuelle de 467.940 dollars nette d'impôts et 83.760 dollars par an de frais de représentation, également nets d'impôts. Dans son contrat de travail, la nouvelle présidente est invitée à observer les *«normes les plus élevées de conduite éthique, conformément aux valeurs d'intégrité, d'impartialité et de discrétion»*. Le document précise par ailleurs : *«vous vous efforcerez d'éviter, ne serait-ce que l'apparence d'une inconvenance dans votre comportement»*[1]. Cette clause serait-elle due au comportement du précédent président du FMI ? … Enfin, il est recommandé à Mme Lagarde de ne pas assister aux meetings d'un parti politique. Il va de soi aussi que ses nouvelles fonctions lui imposaient d'abandonner le poste de Ministre de l'économie et des finances.

1 *Le Monde*, 07/07/2011.

Il n'y a pas de petit profits

Mais, ce que beaucoup de gens ignorent, à part quelques initiés, et, je l'espère, ses électeurs parisiens, c'est que Mme Lagarde était aussi, depuis mars 2008, Conseillère municipale du 12ème arrondissement de Paris[2]. C'était là son seul mandat électoral.

Depuis son élection, ce Conseil a tenu 35 séances auxquelles, à l'exception de la séance d'inauguration, elle n'est jamais venue. Elle a aussi été l'élue la plus absente du Conseil de Paris où elle n'a passé que quelques heures par an, ce qui lui a valu d'être sanctionnée, conformément au règlement de ce Conseil. Avant d'être élue elle avait pourtant déclaré :*« Je siégerai quoi qu'il arrive. Je suis très attachée à ce mandat, je l'exercerai jusqu'en 2014»*. Son absentéisme ne l'a pas empêchée de percevoir, comme tous les autres élus, une indemnité de Conseillère de Paris de 3.000 euros nets par mois.

Comme quoi, les normes éthiques du FMI ne s'appliquent pas au Conseil de Paris !

2 http://www.alexis-corbiere.com/index.php/post/2011/06/29/.

L'écrêtement des indemnités

Cette expression barbare désigne un système apparu dans la loi de 1992 sur les conditions d'exercice des mandats locaux[1]. Cette loi précise qu'un député ou un sénateur détenant plusieurs mandats ne peut cumuler ses indemnités que dans la limite d'une fois et demie l'indemnité parlementaire de base (5.514,68 euros). Le cumul autorisé est donc de 8.272,06 euros. Si le montant du cumul dépasse cette somme, le surplus peut être reversé, après délibération, à un autre membre de la collectivité. On imagine facilement les dérives qu'un tel système peut permettre ! C'est ainsi, par exemple, qu'en 2008, Patrick Balkany, député UMP des Hauts-de-Seine, lorsqu'il a été réélu maire de Levallois, a reversé son reliquat à sa première adjointe, son épouse ! Beaucoup d'autres en font autant. Mais, ne voilà-t-il pas que dans la nuit du 28 au 29 juin, lors de la discussion d'un projet de loi concernant les Antilles et la Guyane, le député René Dosière (apparenté PS) propose deux amendements, dont l'un concerne cet écrêtement des indemnités qu'il veut supprimer de façon à ce que le surplus reste dans les caisses de la collectivité. Il explique : *«Si des parlementaires veulent reverser une part de leurs indemnités à leurs adjoints parce qu'ils ne peuvent exercer plusieurs mandats à la fois, qu'ils le fassent mais avec le montant des indemnités qui leur appartient car, à partir du moment où les indemnités ont été plafonnées par la loi, le surplus ne leur appartient pas»*. La fatigue de la nuit aidant, et les députés étant peu nombreux en séance, les deux amendements sont adoptés. Comme le texte a déjà été examiné par le Sénat, et que le gouvernement veut aller vite, ce sera une commission mixte paritaire (CMP) (7 députés et 7 sénateurs) qui tranchera. Et, oh stupeur, le 6 juillet, à la quasi unanimité, la CMP maintient les amendements. Aussitôt, branle-bas de combat au gouvernement. Dès le lundi suivant, au Sénat, un amendement du président du groupe UMP, J.C Gaudin, déposé avec l'accord du gouvernement, propose de supprimer ces nouvelles dispositions qu'il juge *«irrecevables»* ; Elles sont donc supprimées au Sénat avant de l'être à l'Assemblée. Ouf ! Il y en a qui ont eu peur !

1 *Le Monde*, 07/07/2011.

La pêche aux voix

Dans sa quête effrénée d'électeurs potentiels, Sarko vient d'effectuer une étape de son tour de France (c'est la saison) en Bretagne. Et, comme d'habitude, il dit n'importe quoi. C'est ainsi que le 7 juillet, à Crozon dans le Finistère, il parlait du problème des algues vertes qui infestent les côtes bretonnes un peu plus chaque année. Devant un parterre d'agriculteurs il déclara fermement qu'il refusait *«de désigner des coupables, de montrer du doigt les agriculteurs»*, qu'il ne suivrait pas, lui, les *«intégristes de l'écologie»*. Il a même avancé deux priorités pour venir à bout de ces algues : leur ramassage et le développement de la méthanisation, qui permet de transformer en biogaz le lisier riche en azote.

Pas de chance : *«le ramassage c'est ce qu'on fait depuis trente ans aux frais du contribuable… mais c'est une fuite en avant qui ne s'attaque pas à l'origine du mal»*, explique Alain Meneguen, chercheur à l'Ifremer[5]. Fin juin, cette année on en avait déjà ramassé 25.000 mètres cubes, soit le double de juin 2010. Le Président est tout aussi nul en ce qui concerne la méthanisation car le méthane ne contenant pas d'azote, la méthanisation ne fait qu'extraire du carbone du lisier pour produire du biogaz mais l'intégralité de l'azote se retrouve dans le résidu liquide répandu dans les champs. La seule vraie solution c'est d'émettre moins d'azote à la source. Mais ça, ça contrarie beaucoup les agro-industriels.

3 *Le Monde*, 15/07/2011, p.8.

4 *Le Monde*, 15/07/2011, p.6.

5 Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.

Europe, ta démocratie fout le camp !

par **Marie-Louise DUBOIN**

«Quand on a dépassé les limites, il n'y a plus de bornes !». Cette boutade de Pierre Dac s'applique parfaitement à ce qui se passe pour la gouvernance de l'Europe : les gouvernements ont démissionné de leurs responsabilités, et ce sont maintenant les dirigeants ***non élus*** des institutions financières, Fonds Monétaire International (FMI) et Banque Centrale Européenne (BCE) qui imposent leur politique débridée à la Commission européenne, avec l'aide des agences de notation.

Malheureusement, ce n'est que très lentement que les populations découvrent cette révolution. Elles ont tellement entendu affirmer qu'elles vivent en démocratie ! Leurs élus se disent si fortement attachés à leur mission de défendre l'intérêt général, vaincre le chômage, préserver le pouvoir d'achat, que lorsqu'ils ont expliqué qu'il leur fallait absolument éviter la faillite du système bancaire, les braves gens ont compris qu'il s'agissait de protéger leurs petites économies !

Ils n'ont donc pas protesté.

Ils ont d'autant plus laissé faire qu'ils ne comprenaient rien (sauf ceux qui avaient lu *Mais où va l'argent ?*[1]) aux manœuvres bancaires ! Il est vrai que les marchés de produits dérivés ne sont pas plus à leur portée que les paradis fiscaux, et qu'ils n'ont pas les moyens de mesurer les dangers des "credit default swaps" (CDS), ni le génie des traders qui se jouent des risques qu'ils prennent pour autrui.

Donc, comme l'écrit Serge Halimi dans *Le Monde Diplomatique* de juillet, *«les "analphabètes" économiques paient, imaginant qu'il s'agit d'un tribut au destin»*. Mais on peut parier qu'ils ne vont pas tarder à comprendre, et donc à suivre l'exemple des indignados de Madrid, qui clamaient, le 19 juin : *«Ce n'est pas une crise, c'est une escroquerie !»*. Et d'une escroquerie bien préparée, patiemment menée, mais qui apparaît de plus en plus au grand jour.

Ceux qui en font les frais, les jeunes sans travail et sans espoir d'avenir, les actifs qui ne gagnent pas de quoi vivre, les plus de quarante ans considérés comme bons à rien parce que trop vieux, les retraités qualifiés de privilégiés parce qu'ils ont une misérable retraite, tout ce monde va finir par ouvrir les yeux… Mais comment ?

Est-ce par la comparaison de la baisse des salaires avec l'augmentation faramineuse des revenus de quelques oligarques ? - Quelques chiffres suffocants apparaissent, de temps en temps, dans la grande presse…

Est-ce parce que les plans de rigueur, dans certains pays, sont pris par des élus qui se disaient "de gauche"? - Les électeurs s'aperçoivent que les divergences entre "partis de gouvernement" portent sur des questions secondaires et que sur les questions essentielles leurs politiques sont semblables …

Est-ce après avoir porté au pouvoir l'extrême droite et découvert, mais trop tard, que l'étranger immigré n'est pas le responsable ? -Les discours de la nouvelle porte-parole du FN sont savamment préparés…

C'est plus sûrement l'ampleur des sacrifices imposés, quel que soit le parti majoritaire, parce qu'elle est intolérable et injustifiable.

Quand il est devenu évident que les emprunts contractés par les États pour sauver les banques avaient entraîné une augmentation vertigineuse des Dettes "souveraines", c'est l'annonce de mesures de rigueur qui a commencé à alerter les populations. Quand le peuple grec, en premier, a été touché, on a expliqué que les Grecs avaient tous triché pour ne pas payer d'impôts, ils n'avaient donc que ce qu'ils méritaient. Ce fut ensuite le tour de l'Irlande. Elle s'est brusquement trouvée face aux mêmes problèmes, après avoir fait l'admiration générale pour sa prospérité. Il a été un peu plus difficile de montrer que c'est parce qu'elle avait abusé des largesses de l'Europe. Cela a peut-être encore tranquilisé d'autres européens…

Mais maintenant les choses se gâtent, et sérieusement. Après avoir annoncé que l'Europe (dont les États membres sont solidaires, par définition) avait avancé des milliards pour sauver la Grèce, les ministres des finances ne sont plus du tout d'accord. Ils constatent que les sommes qu'ils ont promises ne sont pas suffisantes, et ils ne peuvent pas faire plus. Ils ne s'entendent pas pour se sortir d'affaire ensemble et savent que c'est la crédibilité de leur Europe, de leur euro, qui est en jeu. Et c'est un cercle vicieux, car leurs discussions confirment ces insolvabilités, donc les agences de notation baissent les notes des pays concernés, ce qui augmente leurs dettes ! Devant l'évidence de l'échec de la politique qu'ils suivent depuis le début, les gouvernements européens ne sont d'accord que … pour la poursuivre ! Et tous de mettre en route de nouveaux plans de restrictions, pires que les précédents.

Dans *La Dette ou la vie* (voir GR 1122), le CADTM cite les mesures "de rigueur", déjà prises, ou annoncées depuis 2010, en Grèce, en Irlande et au Portugal. De semblables mesures l'ont été et d'autres vont l'être au Royaume-Uni, en Italie, en Espagne. En France, le gouvernement fait, depuis longtemps, les mêmes coupes sombres, même si c'est en ne prononçant jamais le mot austérité…! Pressées comme un citron

dont on veut extraire jusqu'à la dernière goutte de jus, ces populations savent bien qu'elles ne sont pas responsables de la crise financière. Alors pourquoi faut-il qu'elles en fassent les frais ? Ou pour qui ? Même *Le Figaro* constatait, le 16 juin, que *«la plupart des Grecs comparent la tutelle budgétaire internationale à une nouvelle dictature»* !

À qui profitent ces mesures ?

Les Irlandais se demandaient peut-être encore pourquoi l'austérité leur a été brusquement imposée. Or ils viennent d'apprendre que les dirigeants du patronat de leur pays sont allés, le 15 juin dernier, solliciter la Commission européenne pour en obtenir *«une réforme d'envergure… qui a reçu l'aval de l'UE et du FMI»* : modifier les règles salariales pour suivre l'exemple des secteurs déréglementés où *«l'échelle des rémunérations pour les nouveaux salariés a baissé d'environ 25% ces dernières années»*. S'ils savent qu'en sortant M. McGinty s'est exclamé *«ce n'est pas le moment pour le gouvernement de caler devant les décisions difficiles»*, ils vont sans doute comprendre que leur dette "souveraine" est, en fait, l'occasion pour le FMI et l'UE de leur imposer les mesures dont rêve leur patronat.

Grecs et Portugais seraient édifiés s'ils lisaient *The Economist* dont les éditorialistes confirment le sens de ces réformes. Le 11 juin, comme le rapporte aussi Serge Halimi, l'un d'eux y écrivait en effet que les Grecs (lesquels ?) : *«soucieux de réformes, voient dans la crise une occasion de remettre le pays sur le bon chemin. Ils louent en silence les étrangers qui serrent la vis à leurs élus»*. Un autre commentateur de cet hebdomadaire libéral y approuvait en ces termes le plan d'austérité infligé au Portugal par le FMI et l'UE : *«Les hommes d'affaires jugent de façon catégorique qu'il ne faut pas s'en écarter […] aucun parti politique portugais n'aurait proposé au cours des trente dernières années un programme de réformes aussi radical […], le Portugal ne doit pas laisser passer une telle occasion»*. Quelle magnifique occasion, en effet ! Mais pour qui ? L'économiste américain Paul Krugman répondait à cette question dans *The New York Times* du 10 juin *: «Qu'ils en soient conscients ou non, les dirigeants politiques servent presque exclusivement les intérêts des rentiers»* et, toujours selon S.Halimi, cet économiste *«estime que les préférences de ces détenteurs de capitaux s'imposent d'autant plus naturellement qu'ils versent des sommes importantes lors des campagnes électorales»*. Cette réflexion ne concerne, bien sûr, que les mœurs des États-Unis… mais pas ce qu'il ajoute : *«et ont accès aux décideurs politiques qui, si tôt qu'ils n'exercent plus de responsabilité publique, viennent souvent travailler pour eux»*

> ***«Les peuples, bien qu'ignorants, sont capables de vérité.»***
> (Machiavel dans *Le Prince*)

Attention, danger imminent !

Le pire est à venir. Car ce qui pointe maintenant c'est la volonté de graver dans le marbre constitutionnel cette primauté "des détenteurs de capitaux" sur les décisions européennes. Cette volonté devient manifeste quand on décrypte, comme le fait ci-après Jean-Pierre Mon, le récent discours du Président de la BCE: J-C Trichet n'hésite plus à affirmer qu'il faut désormais *«que les autorités aient un droit de veto sur certaines décisions de politique économique nationale»*. Gare ! Nos élus vont être sollicités, peut-être dès la rentrée, pour accepter solennellement de modifier la Constitution en ce sens.

S'ils acceptent, les représentants que nous avons élus pour qu'ils fassent les lois dans l'intérêt général, vont être complices d'une véritable usurpation de pouvoir. Car députés et sénateurs ne sont pas "analphabètes en économie", ils savent que le FMI a été créé pour que de riches investisseurs puissent s'enrichir en prêtant aux États, et que son rôle est donc de faire pression pour que ces derniers réduisent leurs dépenses sociales à seule fin de rembourser banques, compagnies d'assurances, fonds de pension et autres sociétés mondialisées, qui leur imposent des taux d'intérêt d'autant plus élevés qu'ils sont plus en difficulté ! C'est ainsi que Christine Lagarde s'est autorisée à dire, mardi 12 juillet, au premier ministre grec *«Il faut en faire plus !»* parce qu'elle estime que les réductions budgétaires de la Grèce ne sont pas encore suffisantes.

Comme montré dans *Mais où va l'argent ? (voir aussi ci-dessous page 12 et suivantes)*, **le cœur des problémes créés par la grande finance réside dans les mécanismes du crédit**. C'est par une véritable escroquerie, selon le mot des *indignados*, qu'a été interdit aux États ce qui reste autorisé aux banques : se financer par création monétaire en ouvrant des crédits. C'est ce qui met les États à la merci des "investisseurs" qui après avoir "pompé", tant qu'ils pouvaient, les richesses des pays du Sud, mettent maintenant la main sur les pays du Nord, rendus impuissants d'avoir asséché leurs budgets pour réparer les abus du crédit bancaire…

1. En 2004, j'ai présenté le manuscrit de ce livre à plusieurs éditeurs en proposant pour titre *La Démission des politiques.* Tous l'ont refusé, sans explication. Mais l'un d'eux, qui était prêt à le publier jusqu'à ce qu'il reçoive l'ordre supérieur (il a dit "conseil" et non "ordre") de ne pas le faire, m'avait incitée à en changer le titre parce que pour lui, parler de démission des politiques c'était se placer dans la ligne du Front National et son cri «Tous pourris !». C'était évidemment la preuve qu'il m'avait lue trop superficiellement puisque ce que je mets en évidence ce n'est pas, comme le font les Le Pen, la corruption des individus mais la perversité du système qui mène à cette démission des gouvernements face à la dictature de la finance (contre laquelle, soit dit en passant, l'extrême droite ne propose rien). Il aura donc fallu près de 9 ans aux plus "engagés" des grands médias pour dénoncer cette démission, décrite dans *La Grande Relève* dès décembre 2002 (GR 1027-1035, 1038) ! J'aimerais bien savoir si ceux qui jugeaient alors que mon livre était bien trop en avance sur l'opinion générale, ne se disent pas aujourd'hui qu'ils ont raté un "scoop" !

Rendez-vous à Céret !

dans les Pyrénées Orientales (66)

le mercredi 31 août à 20 heures 30, salle de l'Union, premier étage

À l'invitation de *VALLESPIR TERRES VIVANTES*

MARIE-LOUISE DUBOIN

viendra parler du

Revenu social à vie dans le cadre d'une économie distributive.

En quoi ce concept se rapproche-t-il de celui du salaire socialisé de Bernard Friot ?

L'Europe sous dictature

par **Jean-Pierre MON**

Les technocrates aiment se décerner des prix entre eux : ça fait bien sur les cartes de visite. C'est ainsi que Jean-Claude Trichet, Président de la Banque Centrale Européenne (BCE) s'est rendu à Aix-la-Chapelle, le 2 juin dernier, pour recevoir le Prix Charlemagne[1] qui venait de lui être attribué. (Sans doute pour lui faire oublier un des tout premiers prix qu'il avait reçu à l'occasion de sa première investiture[2]).

Comme il se doit entre gens de bonne compagnie, son discours ne pouvait que commencer par les cirages de pompes traditionnels : «*C'est un immense honneur pour moi de recevoir le prix Charlemagne aujourd'hui. Les mots me manquent pour exprimer la profonde humilité que je ressens au moment de rejoindre les prestigieux récipiendaires de ce prix. Pour citer Sir Isaac Newton, je me sens comme* «assis sur les épaules de géants». *Je tiens à exprimer ma plus profonde gratitude à la Fondation du prix Charlemagne pour cette distinction. Ce prix revient également à mes collègues du directoire, présents aujourd'hui, comme à tous les collaborateurs de l'équipe monétaire européenne : le Système européen de banques centrales. Je suis très touché par les aimables paroles du président Barroso et par la confiance que nous accorde la Fondation en reconnaissant en nous de véritables européens.*»

Il entre ensuite dans le vif de son discours intitulé «*Construire l'Europe, construire ses institutions*»[3] dans lequel il révèle comment la BCE compte donner un pouvoir absolu à l'oligarchie financière.

BREF HISTORIQUE

La Communauté européenne qui a précédé l'UE actuelle a été créée par une génération de dirigeants dont le principal objectif était de mettre fin aux interminables guerres intestines qui avaient ravagé l'Europe pendant mille ans. Beaucoup d'entre eux rêvaient de mettre fin aux États nations puisque ce sont les nations qui se font la guerre.

Le premier qui eut l'idée d'une Europe unie fut, peut-être, Sir Winston Churchill lorsqu'il déclara dans le célèbre «*discours à la jeunesse étudiante*» qu'il fit à l'Université de Zurich en 1946 : «*Il existe un remède qui [...] redonnerait en l'espace de quelques années la liberté et la sérénité à toute l'Europe. Il consiste à recréer la famille européenne, du moins dans une aussi large mesure que possible, et de la doter d'une structure au sein de laquelle elle puisse vivre en paix, en sécurité et en liberté. Nous devons construire une sorte d'États-Unis d'Europe*». Puis avec la collaboration du très "atlantique" Jean Monnet, le très catholique Robert Schuman présenta le 9 mai 1950 le plan qui porte désormais son nom, dans lequel il proposait de placer sous une autorité commune la production de l'acier et du charbon (la CEA) avec l'idée qu'une nation qui n'avait pas le contrôle de la production du charbon et de l'acier n'aurait pas les moyens de faire la guerre. Les autres "pères fondateurs" furent les Allemands Konrad Adenauer et Walter Hallstein, les Italiens Alcide de Gasperi et Altiero Spinelli et le Belge Paul Henri Spaak.

Ce qu'ils espéraient, c'est que la démocratie économique viendrait à bout des mentalités monarchiques et aristocratiques attachées à la gloire et aux conquêtes, que la réforme économique épurerait les économies européennes de l'héritage féodal du besoin de conquêtes de territoires. Ce serait bénéfique pour l'ensemble de la population européenne.

Ce n'était guère plus qu'un programme économique réformiste classique.

En 1957, la Communauté économique européenne (CEE), ou marché commun, succéda à la CEA. L'intégration douanière et la politique agricole commune (PAC) vinrent achever l'édifice avec l'intégration financière.

UN NOUVEAU PAS EN AVANT

Selon M. Trichet, cette construction est une grande réussite car, pour la génération qui succéda à celle des "pères fondateurs", «*l'Europe a été la pierre angulaire de la prospérité économique fondée sur l'ouverture des marchés et la libre* ● ● ●

1 Le Prix International Charlemagne d'Aix-la-Chapelle est décerné depuis 1950 à des personnalités "remarquables" qui se sont engagées pour l'unification européenne.

2 Le prix de la "carpette anglaise", a été décerné par l'*Académie de la Carpette anglaise* à J.C. Trichet, pour s'être présenté comme n'étant pas Français lors de son intronisation à la tête de la BCE et pour avoir présenté en anglais la politique de l'établissement devant le Parlement européen de Strasbourg. Il avait déclaré lors de sa prise de fonction *«I am not a Frenchman»*.

3 On peut trouver le texte complet du discours sur le site de la banque centrale européenne : http://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2011/html/sp110602.fr.html

concurrence». En réalité, les "trente glorieuses", selon le terme lancé par Jean Fourastié, furent des années de prospérité due surtout aux immenses travaux nécessités par la reconstruction des pays européens dévastés par cinq ans de guerre, et aussi des années d'importantes avancées sociales… parce que le patronat, soucieux de faire oublier sa collaboration avec l'ennemi pendant la guerre, gardait un profil bas.

Optimiste, le président de la BCE continue : «*Pour la génération actuelle, ces bienfaits semblent acquis. Et nos concitoyens ont de nouvelles préoccupations. Ils veulent qu'on leur dise pourquoi, dans un monde globalisé, l'unité européenne est plus indispensable que jamais pour garantir la paix et la sécurité ; pourquoi l'Union européenne est si vitale pour protéger et promouvoir les intérêts des nations qui la composent ; pourquoi les économies et les sociétés d'Europe sont beaucoup plus interdépendantes aujourd'hui qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale. Et ils veulent savoir quelle gouvernance permettra au mieux de maîtriser cette interdépendance et de défendre ces intérêts*».

À ce point de son discours, Trichet commence à dévoiler ses batteries : «*Pour répondre à ces inquiétudes, le cadre institutionnel européen doit être renforcé et ce, dans tous les domaines. En matière économique et financière, cela suppose de consolider résolument les institutions de l'Union économique et monétaire. Quand je parle d'institutions, je ne pense pas à des cercles de technocrates prenant des décisions complexes, loin des préoccupations de nos concitoyens. Je pense au contraire à des règles et des organisations préservant nos valeurs fondamentales et guidant nos actions dans le souci de l'intérêt général :*

- *des institutions pour instaurer la confiance entre les peuples et les nations en Europe ;*
- *des institutions pour renforcer la coopération au bénéfice de tous ;*
- *des institutions pour préparer les décisions collectives en tenant compte de nos interdépendances.*

[…] *Nous avons la chance en Europe de disposer déjà d'institutions qui nous permettent de cimenter notre continent, qui incarnent les valeurs du projet européen et qui le portent encore plus loin*».

Et là, coup de brosse général : «*La Commission européenne, dirigée par M. Barroso, est au cœur de cette dynamique. Le Conseil européen, avec à sa tête M. Van Rompuy, indique la voie à suivre et donne l'impulsion au plus haut niveau. L'Eurogroupe et son président M. Juncker s'attachent à faire progresser l'Union économique et monétaire et à relever les défis qui lui sont liés*».

Suit un long plaidoyer pro domo dont les lignes suivantes donnent le ton : «*Les succès de l'Union économique et monétaire (UEM) n'auraient pas été possibles sans la Banque centrale européenne et l'Eurosystème qui fondent l'union monétaire – le M de l'UEM. Désormais, pour relever les défis qui nous attendent, ce sont les institutions de l'union économique qu'il nous faut renforcer – le E de l'UEM*».

En bref, l'euro, c'est formidable : «*nous avons créé plus d'emplois que les États-Unis, favorisé les échanges internationaux ; apporté la stabilité des prix et la stabilité monétaire (grâce à la politique anti-inflationniste que nous avons menée) ; l'euro est une monnaie forte ; il n'y a pas de crise de l'euro !*».

Et, au passage, notons un coup d'encensoir pour l'Allemagne : «*nous avons obtenu sur les douze dernières années un taux d'inflation annuel moyen de moins de 2%. Aucune des anciennes monnaies nationales n'a fait mieux au cours des 50 dernières années, pas même le deutsche mark. Ici à Aix-la-Chapelle je dirais : «Fort comme le mark» - l'engagement a été respecté*».

L'Allemagne a toujours constitué pour Trichet le modèle que doivent suivre les pays européens. Aussi vient-il, une fois de plus, d'affirmer[4] que ce sont la réduction des coûts salariaux et celle du déficit public qui permettent à l'Allemagne d'obtenir une croissance économique exceptionnelle en Europe. Ce qui lui a attiré la réponse du socialiste espagnol Josep Borell, ancien président du Parlement européen : «*si toute l'Europe faisait comme l'Allemagne, elle s'effondrerait à coup sûr*», et déclenché l'ire de l'eurodéputée Sylvie Goulard (du MoDem) qui s'est écriée : «*le conseil européen nous mène à la catastrophe ! C'est pire que Louis XIV. D'ailleurs, l'Allemand*

4 lors des 11èmes Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, *Le monde dans tous ses États*, 8-9-10 /07/2011.

MORT D'UN HUMANISTE

GEORGES KRASSOVSKY

Un des premiers écologistes, puisqu'il tenta, avec sa "marée verte" à la fin des années 1970, d'alerter l'opinion sur les dégradations de l'environnement, citoyen du monde convaincu et profondément pacifiste, cet infatigable militant, cet esprit libre, vient de mourir, à 96 ans, mais ses convictions auront profondément marqué tous ceux qui l'ont connu et pour qui il reste un exemple à suivre.

Habermas et l'Indien Amartya Sen se demandent ***où est passée la démocratie européenne****».*

Un coup d'État financier

Trichet précise ensuite, dans son discours : *«les difficultés auxquelles l'UEM doit faire face ne pourront être résolues sans un renforcement majeur des règles et des organisations qui régissent les politiques budgétaires et économiques. Si nous considérons la zone euro aujourd'hui, force est de constater que les pays qui respectent les règles fixées pour la monnaie unique sont dans une meilleure situation économique. Il existe une corrélation étroite entre la bonne gestion des politiques publiques et une économie solide. Réciproquement, ceux qui n'ont pas respecté la lettre et l'esprit des règles connaissent des difficultés qui, par voie de contagion, ont affecté d'autres pays de l'UEM. Dès lors, il est urgent de renforcer les règles afin de prévenir tout laxisme budgétaire* (c'est moi qui souligne) *Tous les pays pourront ainsi profiter pleinement des bienfaits de la monnaie unique. Ces règles plus contraignantes empêcheront à chaque pays de poursuivre des politiques dommageables pour lui-même et pour la zone euro dans son ensemble».*

Pour les pays en difficulté, le président de la BCE prévoit deux étapes, nécessitant de modifier le Traité de Lisbonne. D'abord inscrire l'assistance financière dans un programme de réformes et *«donner aux pays la possibilité de procéder eux-mêmes aux corrections nécessaires et de restaurer la stabilité»* et ensuite, comme *«il est primordial de mener à bien les réformes et de procéder à un ajustement structurel de l'économie, dans le pays en crise, le gouvernement et l'opposition doivent être unis dans l'effort»*. (Èlectrices, et électeurs ne vous fatiguez donc pas à aller voter !)

Tout cela, bien sûr, sous la surveillance minutieuse des pays contributeurs.

Mais gare à ceux qui, malgré leurs efforts, n'obtiennent toujours pas les résultats attendus : une deuxième étape s'imposera et sera de tout autre nature, prévient Trichet : *«Serait-ce aller trop loin que d'envisager, dans cette deuxième phase, de permettre aux autorités de la zone euro* ***d'exercer une influence beaucoup plus forte et plus décisive sur l'élaboration de la politique économique au sein du pays concerné*** *si celle-ci dérape dangereusement ? Une influence directe, allant bien au-delà de la surveillance renforcée ?»*

Adieu l'indépendance des États : *«En vertu de ce nouveau concept, lors de la deuxième étape, les autorités européennes, à savoir le Conseil, sur la base d'une proposition de la Commission et en liaison avec la BCE, pourraient, et devraient, le cas échéant, prendre elles-mêmes les décisions qui s'appliquent au niveau de l'économie concernée. Je pourrais imaginer que les autorités européennes aient le droit d'opposer leur veto à certaines décisions de politique économique nationale. Cette compétence pourrait en particulier concerner les principaux postes de dépense budgétaires et les facteurs déterminants pour la compétitivité du pays».*

Pour se faire une idée sur la forme que pourrait avoir le futur cadre politique et institutionnel de l'Europe, J-C Trichet va chercher du renfort chez Emmanuel Kant pour qui, lorsque des pays sont interdépendants, les institutions continuent à se développer entre elles jusqu'à ce que s'établisse un équilibre stable qu'il définit comme *«une situation […] qui peut se maintenir elle-même automatiquement»* (donc comme si les votes et l'action des peuples ne comptaient pas !) … Le président de la BCE se veut quand même rassurant : *«Au regard de l'Histoire, l'Europe – qui a inventé le concept et le terme de démocratie – est appelée à parachever la conception de ce qu'elle appelle déjà une "Union" […] L'Union sera une confédération d'États souverains d'un type entièrement nouveau. Bien évidemment, il sera nécessaire d'apporter une modification substantielle au Traité et cela aura des répercussions sur l'ensemble des responsabilités de l'Union.[…]. Dans cette Union que nous aurons demain, ou après-demain, il y aura bien évidemment un marché unique, une monnaie unique et une Banque Centrale unique. Serait-ce une idée trop hardie que d'envisager, sur le plan économique, un ministère des finances de l'Union ? Celui-ci ne gérerait pas nécessairement un important budget fédéral, mais exercerait directement des responsabilités dans au moins trois domaines : premièrement,* ***la surveillance des politiques*** *budgétaires et des politiques en matière de compétitivité, ainsi que les responsabilités directes mentionnées plus haut concernant les pays engagés dans une "deuxième étape" au sein de la zone euro ; deuxièmement, toutes les responsabilités* ***assumées généralement par les gouvernements*** *en ce qui concerne le secteur financier intégré de l'Union, afin d'accompagner l'intégration complète des services financiers ; et troisièmement, la représentation de la confédération de l'Union au sein des institutions financières internationales».*

Les renforts britanniques et … français

Pierre Levy nous les fait découvrir sur son blog[5] dans un article intitulé *Blair, Trichet ou le rêve d'un "Empire d'Europe".*

Il y a d'abord Tony Blair, ancien Premier ministre britannique, *«caniche de Bush»*, qui dans un récent entretien[6] au Times déclare froidement que *«la raison d'être de l'Europe, ce n'est pas la paix, c'est la puissance»*, ce qui va à l'encontre du discours des "pères fondateurs", *«l'Europe, c'est la paix»* et qui ressort dès que l'on s'avise d'émettre quelques ● ● ●

5 *Marianne 2*, 06/07/2011.

6 *The Times*, 09/06/2011

doutes sur les imperfections de la démocratie dans l'UE.

Il y a ensuite Mme Catherine Ashton, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, dont Blair a fait la carrière, et qui a fait siennes les idées développées dans un livre de son conseiller personnel, Robert Cooper qui écrivait en 2002 «*toutes les conditions pour l'impérialisme sont là […] le faible a plus que jamais besoin du fort, et le fort a besoin d'un monde ordonné. […] Ce dont on a besoin, c'est d'une nouvelle sorte* ***d'impérialisme****, qui soit acceptable dans le contexte des droits de l'homme et des valeurs cosmopolites*». Il précisait un peu plus loin : «*l'Union européenne postmoderne correspond à cette vision d'un empire coopératif*»… et tout à fait aux vues de Jean-Claude Trichet.

Notons aussi que l'idée d'un ministre européen des finances unique a été immédiatement saluée par Michel Barnier, actuel commissaire chargé des services financiers, et par le socialiste Pierre Moscovici, ancien ministre chargé des Affaires européennes du gouvernement Lionel Jospin !

En marche vers la sujétion

Mais, sans attendre la mise en œuvre de ces propositions, la sujétion est déjà en marche. En effet, grâce au nouveau Pacte pour l'Euro *(voir l'encadré ci-dessous)*, le budget de la France, comme celui des 26 autres membres de l'UE, est désormais soumis au ***veto préventif*** de Bruxelles. Pour se montrer bon élève, Sarkozy rêve de faire adopter un projet de loi sur l'équilibre budgétaire qui contraindrait le gouvernement et le parlement à fixer un cap et une échéance pour parvenir en plusieurs années cet équilibre.

Mais il faut pour cela amender la Constitution, donc obtenir la majorité les trois cinquièmes des voix des parlementaires, ce qui est pour le moment exclu.

On comprend donc pourquoi Trichet soulignait dans son discours que «*le gouvernement et l'opposition doivent être unis dans l'effort*»… il espère inspirer le prochain parlement français, entre autres.

L'actuel gouvernement français n'a en tous cas pas tardé à œuvrer dans ce sens. Son ministre du travail, Xavier Bertrand, s'est précipité pour annoncer le 5 juillet qu'il signerait en décembre un décret portant à 166 trimestres (41,5ans) la durée de cotisations pour les générations de travailleurs nées en 1955.

Comme le dit l'éditorialiste du *Monde* rien ne l'y obligeait «*Rien, si ce n'est la volonté de donner des gages de sérieux et de responsabilité à Bruxelles et aux agences de notation*»[7].

*

On pourrait multiplier les preuves du renoncement des politiques à gouverner dans l'intérêt des populations.

Et pour succéder à J-C Trichet, c'est l'Italien Mario Draghi, devenu en 2002 vice-président pour l'Europe de la fameuse banque Goldman Sachs international[8] (!), chargé des États souverains, qui a été choisi.

Il n'y a donc aucune chance pour qu'il mène une politique autre que celle de son prédécesseur.

C'est ainsi qu'en l'absence d'un vrai Parlement européen qui pourrait légiférer, fixer les impôts, contrôler les banques et le crédit, protéger les droits des travailleurs et défendre les consommateurs, la gouvernance de l'Union Européenne est aux mains de l'oligarchie financière.

Nos futurs parlementaires auront-ils la volonté et le courage de remonter la pente ? Pour les y inciter, il va falloir être de plus en plus nombreux à nous indigner, et plus encore !

7 *Le Monde*, 07/07/2011.

8 Souvenez-vous : c'est la banque qui a aidé la Grèce à truquer son budget pour entrer dans l'Euroland !

LE PACTE POUR L'EURO

Le point le plus important pour les marchés étant le retour à l'équilibre des finances publiques, il fallait mettre rapidement en place un plan de réduction des dettes publiques.

C'est chose faite avec le Pacte pour l'Euro qui succède au Pacte de compétitivité initié par l'Allemagne en février 2011 afin de compléter la réforme du pacte de stabilité qui instaurait une coordination renforcée des politiques économiques avec des objectifs chiffrés de réduction de la dette publique de 5% par an et amendes à payer en cas de non respect des règles. Il prévoyait aussi que les États prennent des engagements concret, pour douze mois, contrôlés chaque année.

Le Pacte pour l'Euro fixe quatre objectifs communs :

compétitivité,
emploi,
viabilité des finances publiques,
stabilité financière,

que les États participants peuvent décider d'atteindre avec leur propre panoplie de mesures… tout en étant incités à mettre en œuvre prioritairement l'augmentation de l'âge de la retraite et la limitation de salaires car, selon les conclusions du Conseil extraordinaire de la zone euro du 11 mars *«les augmentations significatives et durables [de salaires] pourraient provoquer une érosion de la compétitivité.»*

Ce pacte a été adopté les 24 et 25 mars 2011 par les chefs d'État et de gouvernement de la zone euro, auxquels se sont ajoutés ceux de la Bulgarie, du Danemark, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne et de la Roumanie, qui ne sont pas membres de la zone euro, d'où le nom de **PACTE EURO PLUS** qu'on lui donne quelquefois.

En vacances, Bernard Blavette s'est lancé dans la fiction, mais il avertit : «Ami lecteur, je t'en conjure, ne prends pas ce texte trop au sérieux. Il ne s'agit peut-être que du délire né d'une nuit d'insomnie». Mais il traduit cependant une réelle inquiétude, un sentiment d'urgence...

La nuit où tout a basculé

par **Bernard BLAVETTE**

Pour moi tout a commencé au journal télévisé de 20 heures ce mercredi du mois de juillet 201X. On annonce que, du fait de l'intransigeance allemande, les ministres des finances de la zone euro n'ont pu parvenir à un accord pour sauver les PIIGS (Portugal, Irlande, Italie, Grèce, Spain) écrasés sous la dette. Simultanément les agences de notation font connaître leur décision de rétrograder la note de confiance accordée à la France. En résulte immédiatement le plus grand krach boursier de tous les temps : les Bourses de Paris, Londres, Francfort, New York perdent plus de 10% en quelques minutes et doivent être fermées. Et défilent sur l'écran les images maintenant devenues familières de "traders" défaits, effondrés sur leurs bureaux. Brusquement le présentateur, l'air surpris lui-même, annonce que le Président va s'adresser aux Français dans une allocution spéciale. Apparaît alors le visage que nous connaissons bien, ce mélange de rouerie, de vulgarité contenue sous une apparence solennelle, ce manteau de paroles que nous avons appris à ne pas prendre au sérieux. Il déclare que la situation est extrêmement grave, qu'il part (s'enfuit ?) immédiatement pour Bruxelles conférer avec les autres chefs de gouvernements, qu'il espère rentrer en France dès demain matin avec un accord solide mettant ainsi fin à la crise, mais que, quoi qu'il en soit, nous devons nous préparer à un plan de rigueur extrêmement sévère dont il ne doute pas que nous comprendrons l'absolue nécessité… etc. En éteignant l'appareil je me demande si le capitalisme n'a pas une fois encore décidé de "chevaucher le tigre". Déjà dans les années 1930, les dominants avaient choisi le pire, Hitler et le nazisme, pour contrer l'Union Soviétique et la multiplication redoutée des Fronts Populaires en Europe occidentale. On connaît la suite[1]. Aujourd'hui, pour l'oligarchie néo-libérale, la menace est d'un autre ordre, mais encore plus fondamentale : un milliard environ de consommateurs fous des pays riches sont en train de détruire notre biosphère mettant ainsi en péril la survie même de notre espèce. À cela deux solutions. La première consisterait à réduire la consommation des nantis, à économiser les ressources non renouvelables, à mieux répartir les richesses disponibles de façon à éradiquer l'immense pauvreté qui afflige notre planète et à déboucher ainsi sur une société plus harmonieuse, durable, capable d'offrir un avenir aux générations futures. Mais cette option ne saurait convenir à des esprits imprégnés par le goût de la domination et des privilèges, qui éprouvent un plaisir quasi-sexuel dans le déchaînement de violence qui accompagne la lutte de tous contre tous. Pour ceux-là, la solution est évidente : puisque notre écosystème ne peut supporter un milliard de prédateurs, réduisons le nombre de privilégiés. 500 millions ? 250 millions ? Moins ? On verra bien en route, de toute façon les plus coriaces, les plus impitoyables, l'emporteront. Cela implique évidemment d'éradiquer les classes moyennes qui ont été un temps la source du profit, mais qui, dans la nouvelle donne, sont devenues encombrantes, obsolètes[2]. Et les évènements s'enchaînent admirablement car cette crise de la dette provoquée par les désordres de la finance internationale, par la liberté totale de circulation des capitaux, va permettre de justifier des plans d'austérité destinés à réaliser les ponctions décisives qui aboutiront à la paupérisation du plus grand nombre. Le casse du siècle en quelque sorte. Et plus ils seront pauvres, plus ils seront soumis. Mais comme le désespoir absolu est toujours dangereux, nous laisserons régulièrement un petit nombre d'élus, choisis pour leur férocité à toute épreuve, accéder au "Banquet des Dieux".

Pour chasser mon malaise je sirote, au son d'une symphonie de Brahms, un verre de *Lemoncello*, cette délicieuse liqueur de citron, spécialité du sud de l'Italie. L'alcool et le violon d'Itzhak Perlman me plongent bientôt dans une douce quiétude…

Et c'est vers minuit que soudain tout bascule. Brusquement j'entends comme une rumeur montant de ma rue, d'ordinaire si tranquille à cette heure. Rumeur faite de voix, de cris, de klaxons, de pleurs d'enfants… Et de fait le spectacle est insolite. De chaque immeuble sort une foule de gens, hommes et femmes surexcités, beaucoup brandissant comme des armes ● ● ●

2 Lire la magistrale réédition en français de l'œuvre majeure du philosophe allemand Günther Anders (1902 – 1992) – L'obsolescence de l'homme – Tome I, Ed. de l'Encyclopédie des Nuisances (2001) – Tome II, Ed. Fario (2011).

1 Voir les ouvrages de l'historienne Annie Lacroix-Riz – Le choix de la défaite (2006) et L'assassinat de la IIIe République (2008) – Ed. Armand Collin.

des objets métalliques divers, tous se dirigent vers le centre ville. Il me revient en mémoire ce dessin, vu dans un livre d'histoire de l'école primaire, qui présentait une "jacquerie" de paysans du Moyen age partant à l'assaut du château seigneurial, chacun brandissant fourches ou faux. De ma fenêtre, je réussis à interpeller un voisin *«Mais grand dieu que se passe-t-il ?»* L'homme, habituellement plutôt réservé, tourne vers moi un visage livide, hagard, me montre le point *«Les banquiers ces salauds, ils nous ont bien plantés, mais cette nuit, bordel, ça va saigner !»* Je n'en tire rien de plus, la foule grossit toujours, je distingue maintenant au loin tout un vacarme de hurlements, de détonations, des lueurs comme des incendies. Je ne comprends rien, je suis tétanisé, soudain mon téléphone sonne me tirant brutalement de mon inertie. C'est Michel, mon ami Michel, agité lui aussi *«Bernard, tu connais la nouvelle ? Ce dont nous avons maintes fois parlé, sans trop y croire vraiment, cette catastrophe, cet effondrement, c'est pour maintenant, c'est ce soir, depuis une demi-heure toutes les cartes de crédit sont inopérantes, tous les distributeurs de billets sont en rideau, plus aucun règlement n'est possible dans la zone euro»*. Il s'étrangle, bafouille *«Je vais me rendre compte, on reste en contact»*. Et j'imagine alors ces milliers de gens hébétés avec un morceau de plastique entre les mains, c'est là le fruit de tous leurs efforts et de tous leurs espoirs, c'est le résultat du *«travailler plus pour gagner plus»*. Ils voient s'évanouir tout ce que la publicité, depuis des dizaines d'années, leur a appris à désirer…

S'agit-il d'un gigantesque bug informatique ? Mais non, cette réunion, cette fuite des chefs d'États à Bruxelles, ce ne peut être une coïncidence. Ils ont décidé le gel des avoirs bancaires. C'est un peu comme en 1982 quand, au plus fort de la crise de la dette mexicaine, 50% des montants des comptes des particuliers avaient été bloqués, mettant ainsi à genoux les classes moyennes. Les riches, eux s'en moquaient, leurs avoirs bien à l'abri à l'étranger. Mais avec cette ampleur, c'est une folie, plus rien n'est possible, le tigre va les dévorer, y a-t-il des comptes privilégiés ? Je vois mal Bolloré sans le sou. Nerveusement, j'allume la télé, deux chaînes nationales ne fonctionnent pas, sur la troisième deux journalistes déconcertés débitent des platitudes révélant leur total désarroi. Ils semblent surtout s'inquiéter de leur propre sort, de nombreux confrères ayant été sauvagement agressés par la foule. Il est vrai qu'ils nous ont tant menti, et depuis si longtemps. Ils ont pris tant de plaisir à banqueter à la table des puissants…

Mais je ne vais pas rester chez moi alors que s'emballe la roue de l'histoire. Je sors dans la rue, je me mêle au flot intarissable qui m'emporte comme dans un rêve. Au centre ville, dans la rue principale, le spectacle est dantesque, du pur Jérôme Bosch. L'éclairage urbain est coupé, mais trois agences bancaires et de nombreux véhicules sont en flammes, le tout dégageant une épaisse fumée. Irrespirable. Dans ce maelström, des silhouettes s'agitent. D'un supermarché proviennent des vociférations, des bruits de verre brisé. Pillage en règle, chacun s'emparant de ce qu'il peut. Un couple me bouscule, il est chargé d'un carton de cosmétiques antirides ! Plus loin un homme, en utilisant un énorme 4X4 comme bélier, s'efforce de briser le rideau blindé d'une grande bijouterie sous les applaudissements de la foule. Logique ça, l'or comme ultime valeur refuge ! Le rideau s'effondre, la foule se rue dans la boutique. Mais les chocs ont bloqué les portières et notre homme rugissant et éructant ne parvient pas à s'extraire de son véhicule…

Mon portable grésille, c'est Michel à nouveau, toujours agité *«Mon vieux, j'assiste à des scènes incroyables, incroyables. La rue a été dégagée par une brigade de CRS à l'aide de lacrymogènes et de tirs à balles réelles, mais c'était pour piller eux-mêmes plus commodément, les forces de l'ordre pillent les boutiques… Je suis devant un grand centre commercial et là-dedans, c'est l'enfer, des milliers de personnes convergent de partout, une partie du toit vient de s'effondrer, il doit y avoir des morts et des blessés et si le feu s'y met… Et puis pratiquement pas de police, pas de pompiers, les ambulances sont invisibles, c'est pas croyable, c'est pas croyable»*. Il en bégaye, le pauvre. Mais c'est vrai ça, existe-t-il encore un État, un SAMU, une organisation constituée ? Je me dirige vers le commissariat tout proche. Vide ! Tout a été ravagé, des dossiers, des fragments d'ordinateurs gisent sur la chaussée. Dans le bureau du commissaire deux hommes et une femme vident des bouteilles de champagne de grande marque, sur la table un amoncellement hétéroclite de victuailles. Amicaux, ils m'invitent d'un geste, mais une panique me prend et je m'enfuis. Mais où sont donc passés les policiers, omniprésents jusqu'à hier encore ? Ont-ils pris le large, molestés par la foule ? Se sont-ils joints aux pillards ? Ou bien les a-t-on rappelés vers un lieu de regroupement ?

Brusquement je suis pris d'une envie irrépressible de fuir cette ville en folie, cet univers insensé. Pourquoi pas le parc de St Cloud ? Ce n'est pas très loin, il n'y a rien à piller là-bas, de la colline, je pourrai avoir une vue générale sur Paris. Je pourrai me calmer, faire le point, réfléchir. Je me mets à courir, partout ce n'est qu'incendies et pillages. Soudain je glisse sur quelque chose de visqueux, manque tomber. Pris d'un horrible soupçon, je regarde autour de moi. Heureusement le grotesque l'emporte

sur le tragique : une boucherie-charcuterie éventrée, des morceaux de viande, de la saucisse écrasée jonchent la chaussée, depuis le caniveau une tête de cochon me considère avec une ironie malveillante…

Je cours depuis un temps indéfini, comme dans un brouillard, je refuse de voir ce qui m'entoure. Et des pensées baroques me viennent : que va faire le Tour de France ? Poursuivra-t-il son périple à travers le pays en distribuant ses milliers de cadeaux publicitaires ? Ne dit-on pas que l'orchestre du Titanic a continué de jouer jusqu'à la dernière minute ? Et le 14 juillet, à quel genre de défilé aurons-nous droit ?

Je sens maintenant l'odeur des bois, le parc est tout proche, je manque dix fois de m'effondrer dans la montée de la colline… Je franchis les grilles ouvertes et les grands arbres sont là, on dirait qu'ils m'appellent, qu'ils m'attendent. Leurs branches semblent se courber vers moi pour m'encourager, me protéger. Je tombe à genoux dans l'herbe fraîche, et soudain je ne suis plus seul. Une petite foule est là qui a cherché le même refuge. On m'entoure, on me donne à boire. Je me sens un peu réconforté. Ainsi tout le monde n'a pas sombré dans la folie, ces gens sont effrayés mais calmes.

Je me tourne vers Paris à nos pieds, et immédiatement, par-delà l'abîme du temps, je sais ce qu'ont dû ressentir les éventuels spectateurs de la prise de Rome par le barbare Alaric en 410 de notre ère : un mélange d'effroi et d'exaltation. Effroi en pensant aux victimes, aux enfants, à l'avenir, mais aussi exaltation un peu perverse à l'idée d'assister à un événement majeur de l'Histoire, à l'écroulement d'un monde. Une grande partie de la ville est plongée dans l'obscurité, mais d'innombrables incendies trouent la nuit. *«Les plus importants ce sont les stations services, les gens se battent pour de l'essence et parfois cela tourne très mal»* dit quelqu'un.

Certains ont des connections internet sur leur portable et les rumeurs les plus folles, les plus invérifiables circulent sur la toile : à Francfort la Bourse serait en flammes, personne ne sait ce qui se passe exactement à la City de Londres, toutes les communications étant coupées, en Italie le Président du Conseil, qui s'était attardé pour une raison inconnue, aurait été battu à mort par une foule déchaînée. *«En Italie, depuis Mussolini, cela devient une habitude, adulation aujourd'hui et lynchage demain»* déclare un cynique.

Je m'allonge sur l'herbe, je tente de me détendre un peu, de mettre mes idées en ordre. Comme c'est étrange, il y a quelques heures encore la vie ordinaire, un peu monotone, et puis nous voilà ici dépouillés de tout, incertains. Notre situation est caricaturale de ces deux "royaumes" qui aujourd'hui nous divisent : là, en bas, c'est le grouillement de la multitude, l'artificiel, l'artefact, le règne de la marchandise et des choses mortes, une société en tension permanente, toujours sur le point de s'autodétruire ; ici nous sommes un petit nombre, vivants parmi le vivant, nous sommes chez nous, comme en accord avec l'Univers. Il est vrai que la nature peut être cruelle, mais le plus souvent c'est nous qui la provoquons. Et puis nous avons reçu un cadeau inestimable, mais que nous avons négligé, la conscience. Conscience de notre être, de ce qui nous entoure, des conséquences de nos actes. Si le capitalisme s'effondre, n'est-ce pas au fond ce que nous attendions depuis des décennies, depuis Marx ? Il y a de grands risques évidemment, mais c'est aussi une opportunité, la possibilité de tirer les leçons d'un système absurde, de repartir sur des bases plus saines. Les gens qui m'entourent ont eu spontanément le même réflexe de bon sens, fuir un monde inhumain pour se réfugier du côté de la vie. Il doit y en avoir beaucoup d'autres partout en Europe et dans le monde, c'est la promesse de l'émergence d'autres possibles….

Mais mon malaise persiste, au fond de moi une petite voix insinue que ce n'est pas si simple. Épuisé, j'ai dû m'assoupir un moment, je me réveille en sursaut, une angoisse atroce me serre la gorge. Une intuition m'est venue, brutalement, comment souvent aux périodes critiques, intuition qui se transforme en certitude, les morceaux du puzzle se sont brusquement rassemblés.

Et si nous étions sur le point de tomber dans un piège gigantesque, une nasse à l'échelle d'un continent ? Le départ précipité des gouvernants pour Bruxelles, le déclencheur que constitue le blocage de tous les comptes bancaires, les grandes villes d'Europe livrées aux plus graves désordres en l'absence totale de tous les corps constitués de l'État. Et si tout cela avait été planifié pour justifier dès demain la plus terrible des reprises en main ? J'imagine déjà l'armée encerclant silencieusement Paris, cette armée composée maintenant exclusivement de professionnels du meurtre légalisé, endoctrinée à obéir aux ordre les plus terribles. Et pour accomplir les plus basses besognes il y a aussi les mercenaires, les milices privées qui ont fait merveille en Irak et en Afghanistan. Depuis des années ce petit monde s'entraîne au combat de rue, à la guérilla urbaine, dans quel but si ce n'est pour les circonstances présentes… Ils ont même un humour bien à eux, ils appellent ça "opération AZUR" (Action en Zone URbaine)[3]. Tout cela nous le savions, mais comme toujours nous avons détourné le regard…

Je les imagine entrant dans Berlin, Rome, ● ● ●

3 Voir le tout dernier ouvrage du sociologue Mathieu Rigouste *L'ennemi intérieur* Ed. La Découverte (juin 2011).

Paris, cueillant les gens hébétés par une nuit frénétique. Les cadavres, les centaines ? les milliers de morts ? - du travail en moins dans une journée chargée, des munitions économisées. À Paris, nous sommes favorisés, nous un avons un magnifique lieu de rassemblement, le Grand Stade de France, qui ne demande qu'à devenir le nouveau Vel d'Hiv pour une nouvelle version du Jugement Dernier. Naïvement les religions avaient pensé départager le juste de l'injuste, le bon du méchant mais, balayées toutes ces fadaises ! Le XXIe siècle, lui, ne reconnaît que l'utile ou l'inutile, le gagneur assuré ou le perdant probable, le bon ou le mauvais gène. Il va falloir trier tout cela. Ceux qui peuvent servir rentrent chez eux, les autres, les inadaptés, les révoltés, les génétiquement nuisibles restent sur place et attendent les bus… Le "camp global", celui qui n'a pas besoin de barbelés, de miradors ou de chiens policiers, car il n'y a nul lieu où s'enfuir, certains l'avait pressenti : Dante, Bosch, Goya, Maupassant[4]… Mais nous avons été sourds, nous n'avons pas compris que le XXe siècle n'était que la répétition générale.

Je tremble. Mon dieu, comme l'humain est fragile, mon dieu, comme les étoiles sont indifférentes, mon dieu, je vous implorerais si je le pouvais. Mes compagnons me regardent, étonnés. Il est 5 heures, déjà une lueur pointe à l'est…

L'aube est bien là maintenant, mais la lumière chasse les fantômes et dévoile la sérénité de la campagne provençale. Dans le grand mûrier, un merle lance ses trilles comme une ode au soleil. Pourquoi ai-je écrit ce texte ? Est-ce une vision née de l'insomnie et de l'alcool ? Est-ce comme un souvenir du futur ? La nuit, l'obscurité, tissent parfois d'étranges sortilèges. Mais ce que je sais déjà c'est que désormais je ne verrai plus jamais venir le soir sans un léger frisson : et si c'était pour cette nuit ?

4 Voir la nouvelle de Guy de Maupassant *Le Horla*.

«Le cœur des problémes créés par la grande finance réside dans les mécanismes du crédit». Tant qu'on ne s'attaque pas à cette cause, se battre contre ses effets, c'est perdre ses forces, c'est inutile, et les dégâts s'amplifient. Comment le faire comprendre ? Jean Jégu nous apporte ici son aide, par un exposé soigneusement "pesé" de l'essentiel des mécanismes bancaires. En voici la première partie :

Souverainetés monétaires

par **Jean JÉGU**

La finance omniprésente est plus que jamais source de problèmes. Le drainage des capitaux vers la spéculation handicape l'économie réelle. Mais la finance trébucherait vite sur un manque de liquidités, c'est-à-dire de moyens de paiements, si l'émission de la monnaie n'avait été conquise par les organismes spéculateurs que sont devenues les banques. La reconquête de la monnaie est le préalable indispensable à la mise au pas de la finance. L'histoire de la monnaie est rarement enseignée ; elle est pourtant riche de leçons. De la pratique ancienne du simple *troc intermédié* (la monnaie est un objet ou un animal utile, facilement échangeable), en passant par les monnaies métalliques, pour arriver jusqu'à nos cartes de crédit, la monnaie a toujours eu une composante sociale essentielle. Maintenant que même le fétichisme de l'or a presque disparu, la monnaie n'est plus que de nature sociale, contractuelle devrait-on dire. On ne peut penser une devise sans référence au territoire qui est le sien. Du coup, deux grands chapitres s'imposent : la monnaie dans son territoire et la monnaie de l'extérieur, c'est-à-dire à l'international. Le rôle premier de la monnaie est d'être le moyen de paiement des échanges courants ; c'est donc la monnaie de l'intérieur qu'il convient d'abord d'interroger. Ensuite, et ensuite seulement, nous pourrons en tirer des conclusions pour les échanges internationaux.

I. LA MONNAIE DE L'INTÉRIEUR

Une transaction commerciale consiste dans l'échange d'un bien ou d'un service contre une certaine quantité de monnaie. Cette monnaie appartient à l'une des parties échangeantes. Si tous les agents économiques disposaient de monnaie en quantité suffisante, il ne resterait qu'à organiser la production et la distribution. Mais tous les agents n'ont pas la monnaie suffisante ; beaucoup doivent s'endetter. C'est le cas de la plupart des entrepreneurs. Il faut comprendre que la monnaie intervenant dans un échange peut avoir été préalablement empruntée par celui qui l'utilise. Et celui qui utilise de la monnaie lui appartenant en propre peut très bien l'avoir gagnée auprès de quelqu'un qui l'a d'abord lui-même empruntée. Et ainsi de suite. Compte tenu des mécanismes actuels de production de la monnaie, la réalité incontournable d'aujourd'hui est que presque[1] toute la monnaie qui circule est, à son ori-

1 Ce *presque* revêt néanmoins une importance remarquable. On le verra plus loin.

gine, née d'un emprunt. Voilà pourquoi chercher la solution aux problèmes des endettés en leur prêtant davantage encore est une chimère.
Rappelons deux vérités à ne pas perdre de vue.
On objectera qu'un prêt étant la mise à disposition d'autrui, moyennant intérêt, d'une somme qui m'appartient, la monnaie ne peut pas naître d'un emprunt; elle lui préexiste. Il est exact que ce type de prêt est très courant. On le qualifie souvent de *prêt mutuel*. Mais tous les prêts ne sont pas des prêts mutuels. En outre, on peut aussi s'interroger sur l'origine de la monnaie prêtée dans un prêt mutuel. La monnaie actuelle n'existe pas depuis la nuit des temps et sa quantité totale ne cesse d'augmenter. Il existe donc quelque part ***un mécanisme créateur de monnaie***. Ce mécanisme c'est ***le crédit bancaire***. Tous les traités d'économie le disent. Une banque, après signature de votre emprunt, inscrit sur votre compte courant la somme convenue. Elle ne prend cette somme nulle part ailleurs. C'est son écriture comptable qui la crée.
Bien des professsionnels de la banque n'en conviennent pas. Il y a à cela au moins deux bonnes explications, en plus de celle qui consiste à admettre qu'on peut être banquier sans être spécialisé en théorie monétaire. Un pilote de rallye n'est pas toujours un féru de mécanique automobile.
La première raison est le fait que les banques ne reprêtent pas directement l'épargne qu'elles collectent. Elles gèrent, certes, les crédits qu'elles accordent en proportion de l'argent collecté, mais il y a généralement beaucoup plus de crédits que d'épargne. Les crédits bancaires sont donc pour partie mais ***de manière indifférenciable*** des prêts mutuels et pour partie des prêts créateurs de monnaie. Dans le cas contraire, quand le flux des crédits bancaires vaut moins que celui de l'épargne collectée, les banques deviennent destructrices de monnaie.
La deuxième raison est plus fondamentale. Les banquiers affirment que la monnaie n'est émise que par la Banque Centrale et pas du tout par les banques dites secondaires. Ici on pourrait leur donner raison mais à condition de s'entendre sur le sens des mots. Derrière leur mot monnaie et celui du commun des mortels, il n'y a pas le même segment d'une même réalité. Tentons de l'expliquer simplement.
Chaque devise relève normalement d'une Banque Centrale (BC). Dans chaque zone monétaire, on trouve une banque dite Banque Centrale car elle tient les comptes courants de toutes les autres banques (dites secondaires) ainsi que celle du ou des Trésors Publics de la zone. Une BC gère les comptes de ses clients exactement comme votre banque gère le vôtre. En particulier les banques peuvent y retirer ou déposer des *billets de banque* moyennant inscription du mouvement sur leurs comptes. Le total du compte d'une banque et des billets qu'elle a retirés constitue l'avoir monétaire cette banque. Les billets retirés le sont pour être mis à disposition des divers clients de la banque, sur leur demande ; le compte à la BC sert aux règlements avec les autres banques. À ce stade on voit circuler, entre banques et Trésors Publics, de la monnaie dite *centrale* ou encore *de base*. En ce sens, les banquiers ont raison : seule la BC émet la monnaie *de base*, mais celle-ci n'est accessible à l'économie que par les billets, alors que la majorité des paiements se fait par des écritures entre comptes bancaires.
Voilà bien le problème.
Le coeur du problème, c'est que ***les banquiers ne veulent connaître que la monnaie centrale***. Un écrit dans le compte d'un client n'est, pour eux, qu'un engagement à lui fournir des billets s'il en demande, ou plus généralement ***une promesse de monnaie centrale***. Ils ont tout à fait raison. Mais là où le système devient problématique, c'est que ces promesses peuvent donner lieu à quelques abus. La banque promet beaucoup plus (de l'ordre de cinq fois plus et parfois bien davantage) que ce qu'elle a en caisse. Et toutes les banques font de même car elles y sont autorisées par la loi. Cela revient à dire et à constater qu'elles mettent à disposition, ***qu'elles prêtent le même argent à plusieurs personnes différentes*** sans que celles-ci en aient conscience. Comment parviennent-elles à faire face à cette situation ? Cela reste leur affaire, pas celle des clients. On pourrait en conclure que cela arrange tout le monde, ce qui est le cas quand tout va bien : les banques fonctionnent et accordent des crédits à l'économie qui en a besoin. Les crédits bancaires se déversent sur les comptes bancaires et les échanges se font en grande partie par des mouvements écrits entre compte bancaires. Ceci donne naissance aux moyens de paiements largement en usage dans l'économie et que nous nommons *monnaie bancaire*. Ce sont bien ***les banques*** qui ***créent la monnaie bancaire***. Un banquier qui soutiendrait le contraire se tromperait lourdement ou serait de mauvaise foi.
En pratique le total de la monnaie bancaire atteint donc plus de cinq fois le total de la monnaie centrale. Pourquoi ce rapport appelé *multiplicateur de crédit* ?
Il n'a pas toujours eu sa valeur actuelle. Il évolue en fonction des habitudes de la clientèle et des moyens mis à sa disposition (chèques, virements, cartes). Pour une quantité de monnaie de base donnée, les banques ont avantage à placer le maximum possible de crédits, c'est-à-dire à la prêter le plus de fois possible. Cela leur ramènera le maximum d'intérêts. La valeur du *multiplicateur de crédit* n'est limitée que par des règlements imposés aux banques pour leur éviter de prendre trop de risque, celui de ne pouvoir honorer leurs promesses de monnaie centrale. Ainsi en empruntant 100 à la BC au taux directeur i, une banque peut prêter 500, ou davantage, à sa clientèle au taux majoré j. Cela revient soit à prêter 5 fois la même somme, soit à prêter 400 sortis du néant à un taux d'intérêt j. Comme l'affaire porte sur presque toute la masse monétaire bancaire (en France, des centaines de millards d'euros) ***les flux d'intérêts vers les banques sont considérables*** (quelques dizaines de milliards d'euros par an). Voilà ce qui explique en grande partie la profitabilité remarquable des banques un peu partout dans le monde. ● ● ●

Mais le paiement des intérêts aux banques et, plus largement, aux détenteurs de capitaux, est un fardeau pour l'économie et distord la distribution des revenus. Et si une banque vient à faire faillite et que ses avoirs monétaires s'évanouissent, que deviennent les promesses qu'elle a faites à sa clientèle ? Naturellement, la clientèle voit dans le même temps disparaître ses avoirs *en promesses de monnaie centrale* c'est-à-dire sa monnaie bancaire. Si plusieurs banques sont concernées, c'est tout un pan de la monnaie bancaire qui disparaît. Les États ont récemment eu la bonne idée de ne pas laisser survenir cette débâcle : ils ont apporté de la monnaie de base aux banques. Comment cela peut-il se faire? Exactement de la même façon qu'au niveau de l'attribution des crédits bancaires. Les États acceptent de s'endetter auprès des banques et ces engagements sont traduits en monnaie de base par la BC au profit des banques qui ont pu acquérir de tels engagements. De même que les comptes en banque sont remplis en monnaie bancaire sur la base des contrats d'emprunt signés par les clients, ainsi les comptes des banques sont approvisionnés en monnaie centrale sur la base des emprunts souscrits par les États (rappel : les États ont comme les banques leur compte en BC).

Ce sont donc ***les contribuables*** des États qui soutiennent le système financier, les banques étant des ***intermédiaires*** obligés, et *fortement intéressés* entre ces États et les agents économiques, et non pas de simples intermédiaires comme on aurait tort de le penser. En résumé, ***l'essentiel de la monnaie qui circule dans l'économie provient des crédits bancaires***; c'est la première vérité à retenir. La monnaie bancaire qui en résulte est au moins cinq fois plus abondante que la monnaie de base possédée par les banques ; c'est le système dit, pour cette raison, de *réserves fractionnaires*. Les banques retirent de ce système des flux d'intérêts nets très importants qui leur confèrent un poids et un pouvoir économique majeurs, bien que ***la monnaie centrale qui est à la base de tout cela reste toujours garantie de fait par les États, c'est-à-dire les contribuables***. C'est la seconde vérité à souligner.

Pour que les États retrouvent du pouvoir monétaire, d'aucuns préconisent qu' ils empruntent directement à leur BC et non pas aux banques. Aux États-Unis, c'est déjà le cas, mais leur BC, la FED, est propriété d'actonnaires privés. En eurozone, la BCE appartient aux États mais les traités européens leur interdisent de lui emprunter directement. Il faudrait donc impérativement réviser ces traités.

En supposant que cela soit fait, on libérerait ainsi la monnaie centrale de la mainmise directe des banques ; celles-ci n'en garderaitent pas moins la faculté d'engranger des intérêts énormes du fait du multiplicateur de crédit (ou dit autrement, par la vertu du système à *réserves fractionnaires*). Il faudrait donc aussi, et dans le même mouvement, réduire à l'unité ce fameux multiplicateur de crédit : ***les banques ne seraient autorisées qu'à prêter l'épargne qu'elles auraient au préalable collectée***. C'est ce que l'on appelle le système du *100 % monnaie*.

De ce qui précède, on peut conclure que la monnaie nait toujours, d'une manière ou d'une autre, de l'engagement de quelqu'un à la rembourser. Encore faut-il que ce quelqu'un soit identifié et digne de confiance. ***La monnaie est inséparable de la dette, mais de quelle dette ?***

Avant de proposer une vision de la monnaie simple, socialement acceptable et crédible, il faut encore expliciter un autre mécanisme bancaire créateur de monnaie. En effet, si la création monétaire est massivement le fait de l'attribution de crédits, elle ne s'y réduit pas (et c'est ici l'explicitation du *presque* introduit précédemment). Il s'agit de la *monétisation des dettes* (processus fondamental dans la création monétaire), auquel correspond symétriquement le mécanisme de *démonétisation des recettes*. Les banques se libèrent de leurs dettes simplement en alimentant en monnaie bancaire les comptes de leurs créanciers. Elles encaissent leurs recettes en monnaie bancaire simplement en effaçant leur montant sur les comptes de leurs débiteurs. Ce sont là autant de promesses supplémentaires accordées, ou au contraire de promesses effacées. Dans le système des réserves fractionnaires ce mécanisme est donc tout à fait légitime pour créer (ou détruire) de la monnaie. La seule différence – mais très importante - avec la création par attribution de crédit est que la promesse de monnaie n'est ici grevée d'*aucun intérêt* ni d'*aucune échéance pour celui qui en bénéficie*. C'est un formidable renversement des rôles : dans la création monétaire par crédit, l'endetté est le bénéficiaire du crédit; dans la monétisation des dettes, l'endetté est celui qui émet la monnaie car celle-ci est et n'est que la reconnaissance de sa dette. Ainsi, la monnaie est toujours une dette, mais elle peut être celle de l'émetteur si celui-ci l'émet justement à l'occasion de l'apparition d'une dette et en tant que reconnaissance de celle-ci. Cette reconnaissance de dette sera légitimement détruite le jour où son porteur *devra à* ou *recevra de* cet émetteur, la même valeur. Il reste à identifier un émetteur digne de confiance. Contre sa monnaie, je finirai sûrement par recevoir des biens ou services réels qui le libéreront de sa dette, ou bien j'accumulerai moi-même

Aix-en-Provence, ou Davos sous la canicule

La flute enchantée du capitalisme ! C'est ce que se murmurent entre eux les économistes "notoires" du *Cercle* (très fermé) *des économistes* (à ne surtout pas confondre les économistes atterrés !), au cours de leurs "Rencontres Économiques" d'Aix-en-Provence (elles se sont tenues cette année du 8 au 10 juillet).

Et c'est édifiant ! Merci aux *Cent Paroles d'Aix* qui nous permettent de s'en faire une idée par les informations qu'ils diffusent sur le blog de mediapart, dont voici l'adresse internet : http://blogs.mediapart.fr/edition-/cent-paroles-d-aix-journal-local-alternatif.

une dette équivalente à son égard, ce qui nous libérera l'un et l'autre. Or, de toute évidence, pour émettre des reconnaissances de dettes capables de circuler en tant que monnaie au sein d'une collectivité, qui serait mieux placé que ***cette collectivité elle-même, en tant que telle*** ? La monnaie la plus logique et cohérente est celle qui est faite de dettes de la collectivité envers, initialement, les premiers bénéficiaires au moment de son émission et, ensuite, envers ceux qui en deviennent porteurs au cours des échanges monétaires successifs. ***La monétisation de la dette publique doit être la source de la monnaie publique***. Nulle banque n'a légitimité pour générer de la monnaie publique; la monétisation de la dette publique doit aller ***avec la pratique du 100 % monnaie***.

Aucune des objections faites à ceci ne tient à l'examen : risque d'inflation, blocage dû au manque de prêts, effondrement de la devise sur les marchés extérieurs.

Comment pourrait-on trouver meilleure position pour réguler la masse monétaire, donc l'inflation, si la collectivité tient d'une main la création monétaire (sélection de ses dépenses) et de l'autre la destruction monétaire (organisation de la fiscalité et des recettes venant des services publics)? Bien sûr, cela suppose un gouvernement réellement au service du bien public, d'où l'absolue nécessité d'une démocratie réelle.

Quant au manque de monnaie par disparition des prêts, il faut se souvenir que les *prêts mutuels* évoqués précédemment n'auraient aucune raison de ne plus exister. Quand bien même cette situation de manque de liquidités devrait-elle survenir, la collectivité qui doit à ses membres une monnaie efficace et de qualité, serait tout à fait fondée à prendre les engagements nécessaires, c'est à dire à monétiser la dette nécessaire[2]. Elle l'est d'ailleurs chaque fois que la dette collective à monétiser est démocratiquement acceptée. La monnaie ainsi émise pourrait non seulement couvrir le fonctionnement et les investissements courants mais aussi le champ actuel des subventions, des prêts à taux zéro, ou de toute autre intervention sociale volontaire, par exemple, un revenu d'existence.

Evidemment, toute dette doit finir par être payée, la démonétisation est donc tout aussi nécessaire que la monétisation et elle exige l'existence d'une fiscalité bien ajustée aux équilibres sociaux et/ou la mise en place de services publics payants. Autrefois les dépenses du souverain enrichissaient son peuple ; demain les dépenses publiques pourraient enrichir les citoyens !

L'objection d'un effondrement de la monnaie sur les marchés extérieurs est certainement la plus difficile à réfuter. Mais si l'on met de côté la période transitoire initiale de mise en place de cette modification fondamentale, on peut à terme imaginer des solutions coopératives efficaces entre zones monétaires.

C'est le thème de ma deuxième partie…

2 Pour mémoire, l'achat de devises étrangères par une banque crée aussi de la monnaie.

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France (régime intérieur pour la Poste. . . . . .23 euros.
soutien : + 14euros par an par exemplaire en plus chaque mois)
DOM . . . . . .25,45 euros.
TOM . . . . . .29 euros.
Extérieur, suivant les zones de la Poste. Au 1/1/2005 :
Zone 1 (Allemagne, Italie, Bénélux) . . . . . .27,80 euros.
Zone 2 (Espagne, Royaume-Uni, Suisse) . . . .27,15 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis) . . . . . .28 euros.
Zone 4 (Autre Europe, Afrique, P-, M-Orient) 27,50 euros.
Zone 5 (Amérique du Sud) . . . . . .29,90 euros.

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**
88 Bd Carnot 78110 Le Vésinet France
par chèque bancaire,
ou par CCP : N° de compte 1340239M020
références internationales depuis octobre 2007
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....
VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE, SELON LES NORMES IMPOSÉES PAR LA POSTE :

PRÉNOM, NOM .....
IMMEUBLE .....
N° ET VOIE .....
CODE POSTAL ET COMMUNE | | | | | | .....

Je commande les ouvrages suivants : .....
....
....
J'envoie pour cela la somme de ..... euros
par chèque .....
date signature

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.
Pour cela, la monnaie actuelle doit être remplacée par une monnaie qui ne circule pas, pour qu'on ne puisse pas la "placer" pour "rapporter".
Cette monnaie "distributive" est donc un pouvoir d'achat, qui laisse au consommateur la liberté de ses choix, et qui s'annule quand on l'utilise (comme un timbre ou un ticket de transport).
Monnaie et production sont créées et utilisées au même rythme : ce sont deux flux qui peuvent être équilibrés.
De la masse monétaire correspondant à la production d'une période donnée, une part est consacrée aux services publics, ni impôts ni taxes ne sont donc plus nécessaires, une autre part assure la production future, et le reste permet de garantir à tous les citoyens un revenu à vie.
C'est alors le débat politique qui démocratiquement décide ce qui sera produit et dans quelles conditions ; l'intérêt général prime sur l'intérêt particulier ; les élus sont des citoyens comme les autres.

SUGGESTIONS DE LECTURES

• **JACQUES DUBOIN**
Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

• **ET SI ON CHANGEAIT ?**
Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (3,8 euros).

• **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**.
Un roman de M-L DUBOIN, qui explique, à l'aide d'exemples, les mécanismes de l'économie distributive et tente de montrer ce qu'elle apporte à la société (16,70 euros).

• **MAIS OÙ VA L'ARGENT ?**
par MARIE-LOUISE DUBOIN, l'étude de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer.
(édition du Sextant, 240 pages, 14,90 euros).

• D'anciens numéros sont disponibles (1 euro)
• *Des textes, épuisés sur papier, sont téléchargeables sur notre site internet. Par exemple:*
• **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**
le texte d'une conférence d'ANDRÉ PRIME.

(Tous les prix indiqués sont franco de port).

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme : LASSERPE, Anne-Laure WITSCHGER.

Imprimé (Nîmes) par *PREMIÈRE IMPRESSION*

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet : http://economiedistributive.free.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)